



Établissement public à caractère administratif

Siège :

Office Français de la Biodiversité
12, Cours Louis Lumière
94300 Vincennes

Direction générale déléguée Ressources – Direction des Finances :

Service Commande Publique
Téléphone : 01 45 14 88 99 Siret : 130 025 919 00015

OBJET DE LA CONSULTATION

Evaluation et accompagnement à l'évaluation de la gestion des aires protégées gérées par l'OFB, et des parcs nationaux et des parcs naturels régionaux

MARCHE CONCLU SELON LA PROCEDURE D'APPEL D'OFFRE OUVERT

Selon les dispositions législatives et réglementaires du Code de la commande publique du 1er avril 2019 (CCP) (Articles L.2124-1 et L.2124-2, ainsi que R.2124-1, R.2124-2, R2161-2 à R2161-5, R.2164-4 et R.2164-5 et R21-23-1 et 2321-1)

Marché n° 2025-65

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
1.1 OBJET DU MARCHE	3
1.2 ALLOTISSEMENT DU MARCHE	3
1.3 PROCEDURE ET FORME DU MARCHE	3
ARTICLE 2 : DURÉE ET DELAI D'EXECUTION.....	4
2.1 DUREE DE L' ACCORD CADRE.....	4
2.2 DELAI D'EXECUTION.....	4
ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES	4
3.1 DOCUMENTS CONTRACTUELS DE L' ACCORD-CADRE	4
3.2 DOCUMENTS CONTRACTUELS DES MARCHES SUBSEQUENTS (LOTS 5 A 7)	5
ARTICLE 4 : FORME ET CONTENU DU PRIX	5
4.1 FORME DU PRIX.....	5
4.2 CONTENU DU PRIX	5
4.3 REVISION DES PRIX DES LOTS 1 ET 2.....	5
ARTICLE 5 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
5.1 LOTS 1 ET 2, ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE	6
MODALITE D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE	6
DUREE D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE	7
5.2 LOTS 5 A 7 MARCHES SUBSEQUENTS.....	7
5.3 METHODE DE NOTATION DES OFFRES SUBSEQUENTES	8
NOTIFICATION	8
PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 6 : MODALITES DE VERIFICATION ET DE RECEPTION	8
6.1 MODALITES DE VERIFICATION	8
6.2 ADMISSION	8
ARTICLE 7 : MODALITES DE PAIEMENT ET DE FACTURATION.....	8
7.1 MODALITES DE PAIEMENT	8
7.2 AVANCE.....	8
7.3 MODALITES DE FACTURATION	9
ARTICLE 8 : PENALITES.....	10
8.1 PENALITES POUR RETARD.....	10
8.2 PENALITES POUR NON REPOSE A UNE CONSULTATION DE MARCHE SUBSEQUENT	10
ARTICLE 9 : OBLIGATIONS DES PARTIES CONTRACTANTES.....	10
9.1 OBLIGATIONS DU TITULAIRE	10
9.2 OBLIGATION DE RESULTAT S' AGISSANT DES LIVRABLES ET DES DELAIS.....	10
9.3 OBLIGATION D'INFORMATION ET DE CONSEIL.....	10
9.4 OBLIGATIONS DE L' OFB.....	11
ARTICLE 10 : SOUS TRAITANCE	11
ARTICLE 11 : CONFIDENTIALITE, PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES ET MESURES DE SECURITE	11
ARTICLE 12 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	12
ARTICLE 13 : ASSURANCES.....	12
ARTICLE 14 : PIECES A FOURNIR PAR LE TITULAIRE.....	13
ARTICLE 15 : RESILIATION	13
ARTICLE 16 : DIFFERENDS.....	13

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Le présent marché porte sur une prestation d'évaluation et d'accompagnement à l'évaluation de la gestion des aires protégées gérées par l'OFB, des parcs nationaux et des parcs naturels régionaux.

Les prestations attendues sont explicitées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2 Allotissement du marché

Le marché est composé de six lots :

Lot 1 – Accompagnement individuel et collectif à l'évaluation et au post-évaluation pour les PNx.

Lot 2 _ Formation à l'évaluation et l'animation des documents de gestion des PNx, PNM, PNR

Lot 3 – Etude d'opportunité pour utiliser le logiciel commun de suivi de la gestion des PNM et PNx pour suivre et évaluer les réseaux de PNM et PNx

Lot 4 – Appui au réseau « Evaluation dans les aires protégées gérées par l'OFB et les PNx ».

Lot 5 – Evaluation des parcs naturels marin.

Lot 6 – Evaluation de sites Natura 2000 marin dont l'OFB est animateur ou co-animateur.

Lot 7 – Evaluation de réserves gérées / co-gérées par l'OFB.

1.3 Procédure et forme du marché

La procédure de passation est pour les lots 1, 2, 5, 6 et 7, l'appel d'offre ouvert en application des articles L.2124-1 et L.2124-2, R.2124-1, R.2124-2 et R.2164-4 et R.2164-5 du CCP ; Conformément à l'article R.2123-1 4° du CCP, les lots n° 3 et n° 4 dont le montant estimé est inférieur à 80 000 € HT et dont le total ne dépasse pas 20 % de la valeur estimée du marché, sont passés selon une procédure adaptée. Les autres lots sont passés selon une procédure formalisée.

Détail par lot :

- Lot 1 et 2 : accord cadre à bon de commande, à prix unitaires et mono attributaire.
- Lot 3 et 4 : marchés ordinaires à prix forfaitaire.
- Lot 5, 6 et 7 : accord cadre à marchés subséquents, à prix forfaitaires et multi attributaires.

L'accord cadre est conclu pour un montant maximum de 920 000,00 € H.T sur la durée totale du marché, soit quatre ans. Les marchés adaptés sont estimés à 45 000 € HT soit un montant global estimé à 965 000 € HT.

Pour le lot 1, le marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de 80.000 € HT sur la durée maximale du lot, (48 mois).

Pour le lot 2, le marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de 90.000 € HT sur la durée maximale du lot, (48 mois).

Pour le lot 3, le marché est passé pour un montant estimatif de 25 000 € HT sur la durée du marché (24 mois).

Pour le lot 4, le marché est passé pour un montant estimatif de 20 000 € HT sur la durée du marché (24 mois).

Pour le lot 5, le marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de 250.000 € HT sur la durée maximale du lot, (48 mois).

Pour le lot 6, le marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de 250 000 € HT sur la durée maximale du lot, (48 mois).

Pour le lot 7, le marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de 250 000 € HT sur la durée maximale du lot, (48 mois).

Synthèse :

Lots	Procédures	Formes	Prix	Durées
1	Formalisée	Accord cadre à bon de commande	Révisable	48 mois
2	Formalisée	Accord cadre à bon de commande	Révisable	48 mois
3	Adaptée	Ordinaire	Ferme	24 mois
4	Adaptée	Ordinaire	Ferme	24 mois
5	Formalisée	Accord cadre à marchés subséquents	Ferme	48 mois
6	Formalisée	Accord cadre à marchés subséquents	Ferme	48 mois
7	Formalisée	Accord cadre à marchés subséquents	Ferme	48 mois

ARTICLE 2 : DURÉE ET DELAI D'EXECUTION

2.1 Durée de l'accord cadre

La durée initiale des accords-cadres est d'un an (1) ferme. Il prendra effet le jour de sa notification.

Les accords cadre pourront être reconduit trois (3) fois par période d'un (1) an, par tacite reconduction. Conformément à l'article R.2112-4 du code de la commande publique, le titulaire du marché ne peut s'opposer à sa reconduction.

En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur transmet un courriel avec accusé de réception au titulaire un (1) mois avant la date anniversaire du marché.

La durée des marchés ordinaires est fixée à 24 mois à compter de leur notification.

2.2 Délai d'exécution

Pour les lots sous forme d'accord-cadre, les délais d'exécution sont portés aux marchés subséquents et/ou aux bons de commandes.

En cas d'évènement susceptible d'entraîner un retard dans l'exécution des prestations, le titulaire doit faire une demande de prolongation de délais et de sursis de livraison conformément aux stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG-PI.

ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES

3.1 Documents contractuels de l'accord-cadre

Conformément à l'article 4 du CCAG-PI, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- les actes d'engagement (AE) et les annexes financières pour les lots 1 et 2 (Bordereau des Prix Unitaires - BPU Lots 1 et 2) ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives fait seul foi ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives fait seul foi ;

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et réputé connu par le titulaire ;
- les bons de commande ;
- l'offre financière et technique du titulaire.

Est réputé non écrite toute mention des documents établis par le titulaire contraire aux clauses de l'AE, du présent CCAP, du CCTP ou CCAG-PI.

3.2 Documents contractuels des marchés subséquents (Lots 5 à 7)

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du contrat, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- Les pièces contractuelles de l'accord-cadre selon leur ordre et spécificités cités à l'article 3.1 du présent CCAP ;
- L'Acte d'Engagement du marché subséquent et ses annexes éventuelles ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières de l'accord cadre, commun à tous les marchés subséquents ;
- Les spécifications techniques du marché subséquent (C.C.T.P ou autre document stipulant les spécifications techniques) et ses annexes éventuelles ;
- Le mémoire technique et/ou annexe technique remis par l'attributaire au stade du marché subséquent ;
- L'offre transmise pouvant prendre la forme d'un devis ;

Les marchés subséquents peuvent également prévoir l'ajout d'autres pièces contractuelles. Ces pièces seront listées dans le marché subséquent concerné.

ARTICLE 4 : FORME ET CONTENU DU PRIX

4.1 Forme du prix

Les prix du marché sont :

- Unitaires, définitifs et révisables pour les lots 1, 2.
- Forfaitaires définitifs et fermes pour les lots 3, 4, 5, 6 et 7.

4.2 Contenu du prix

Conformément à l'article 101.3 du CCAG-PI, les prix du marché sont exclusifs de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre des prestations.

Ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation, tous les frais afférents aux réunions, aux déplacements ainsi que toutes les dépenses nécessaires à la préparation et à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

4.3 Révision des prix des lots 1 et 2.

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques de l'indice connu à la date de remise des offres.

Afin de tenir compte de la variation de ces conditions économiques, les prix initiaux seront révisés, à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, dans la limite d'une seule révision par période de 12 mois.

Le prix est révisable selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times [0.3 + 0.7(SI/S_0)]$$

Avec :

P : prix révisé

P₀ : prix initial (de base)

S : indice "Syntec")

SI : Valeur de l'indice Syntec connu à la date de la demande de révision des prix

So : Valeur de l'indice Syntec connu à la date de remise des offres conformément à l'article 10.2.4 du CCAG PI.

L'indice (I) utilisé est celui publié par la fédération Syntec sous l'identifiant « Syntec »

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG-PI, le coefficient est arrondi au millième supérieur¹.

La révision des prix doit faire l'objet d'une demande de la part du titulaire transmise par courriel au service financier, au plus tard un (1) mois avant la date anniversaire de notification de l'accord-cadre, à l'adresse mail suivante : revision-prix@ofb.gouv.fr, copie au service administratif du chef de projet désigné par l'OFB : xxx@ofb.gouv.fr. Cette demande de révision s'accompagne d'une nouvelle annexe financière actualisée incluant les éléments de calcul de la formule détaillée avec l'indice connu utilisé (ou les indices connus utilisés).

Passé ce délai, la demande de révision ne sera pas prise en compte.

L'annexe financière révisée doit faire l'objet d'un accord exprès du pouvoir adjudicateur par tout moyen dont un courriel avec accusé de réception.

La révision des prix ainsi acceptée est applicable aux bons de commandes signés à compter de la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre par une personne ayant reçu délégation à cet effet.

ARTICLE 5 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1 Lots 1 et 2, accord-cadre à bons de commande

Modalité d'émission des bons de commande

Les prestations sont exécutées par l'émission de bons de commande lors de la survenance des besoins.

Le bon de commande comporte les éléments suivants :

- le numéro du marché et du lot ;
- l'identification du titulaire du marché ;
- la date d'émission ;
- la désignation de la prestation ordonnées (nature, quantité des prestations à réaliser et livrables) ;
- les délais d'exécution et/ ou de livraison ;
- le montant total exprimé en euros en HT, TTC et le taux de la TVA applicable le cas échéant;
- les références des prix et des quantités commandées, avec le taux de TVA applicable (HT et TTC) ;
- la signature de la personne habilitée.

Ils ne sont pas interrompus, en cas de contestation survenant entre l'OFB et le titulaire, quelle qu'en soit la cause.

En cas d'impossibilité pour le titulaire de respecter le délai d'exécution, celui-ci en rend compte au pouvoir adjudicateur concerné dans un délai de trois jours ouvrés après la date de réception du bon de commande. A défaut, le délai d'exécution est réputé accepté.

Le bon de commande est adressé par courrier électronique.

Les personnes habilitées à signer les bons de commande sont celles habilitées par direction ou entité de l'OFB.

¹ Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur (ex : 1,0252 = 1,026 ou 1,0250 = 1,025).

Durée d'exécution des bons de commande

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du présent marché.

Ils peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché et sont exécutoires, même après la fin des délais contractuels de ce marché, dès lors que la durée d'exécution des prestations stipulées dans le bon de commande ne dépasse pas un délai de 2 mois calendaire.

5.2 Lots 5 à 7 marchés subséquents

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents seront attribués avec remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre.

Lors de la survenance d'un besoin, une consultation est adressée à chaque titulaire de l'accord-cadre, précisant les besoins de l'OFB.

Les titulaires devront alors remettre une offre de prix qui précisera également le délai de réalisation et de livraison.

Les délais de validité des offres seront propres à chaque marché subséquent.

Le délai pour remettre cette offre sera précisé dans chaque consultation. Ce délai tiendra compte de la complexité des prestations attendues et du temps nécessaire à la transmission des offres.

L'OFB adressera par voie électronique son acceptation ou son refus de l'offre du titulaire.

L'acceptation de la réponse du titulaire donnera obligatoirement lieu à un marché subséquent formalisé par un acte d'engagement signé des deux parties.

Les titulaires devront obligatoirement répondre à chaque consultation concernant un marché subséquent sous peine d'application des pénalités prévues à l'article 8.2 du présent CCAP.

Ces pénalités pourront ne pas être appliquées si le titulaire adresse par mail, dans le délai et les conditions de la consultation, les justifications nécessaires à son exonération exceptionnelle.

Par dérogation à l'article 29 du CCAG-PI, le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier, l'accord-cadre concerné (chaque lot donnant lieu à un accord-cadre distinct) si trois consultations de marché subséquent restent sans réponse.

Le choix parmi les titulaires du lot est effectué en fonction des critères suivant et qui seront communiqué lors de la consultation :

N°	Critères (et sous-critères)	Pondération des sous-critères	Pondération des critères
1	Valeur technique appréciée sur le fondement des éléments développés dans le <u>mémoire technique</u> :		Entre 30% et 55
1.1	Méthodologie proposée et outils mobilisés	Entre 15% et 30 %	
1.2	Adéquation des profils aux missions ainsi que qualification, expérience et cohérence de l'équipe proposée (compétence, CV de l'équipe intervenante)	Entre 15% et 30 %	
2	Démarche environnementale que le candidat mettra en œuvre dans le cadre de ce marché.		10 %
3	Prix des prestations Ce critère sera analysé sur la base de l'offre financière du marché subséquent.		Entre 35% et 60%

5.3 Méthode de notation des offres subséquentes

Les offres sont analysées au regard des critères ci-dessus.

Pour chaque critère cité à l'article 5.4 du présent règlement de consultation, l'offre analysée obtient une note de 0 à 10 (10 étant la meilleure) puis cette note est pondérée par le taux qui lui est associé. Chacune des notes pondérées sont ensuite additionnées pour obtenir une note finale sur 10 valant pour l'ensemble des critères.

De plus, un candidat n'ayant pas obtenu la moyenne au critère de la valeur technique indiqué, ci-dessus, est éliminé.

Le critère 3 sera évalué à partir de la référence de prix la plus basse proposée par les candidats.

Le marché est attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, correspondant à l'offre classée en première position à l'issue du classement des offres.

Les offres ne satisfaisant pas à l'ensemble des exigences techniques attendues telles qu'exprimées au CCTP seront éliminées et rejetées par le pouvoir adjudicateur.

5.4 Notification

La notification du marché subséquent (MS) sera adressée aux titulaires via PLACE. La date de l'accusé de réception du MS vaut date de notification du MS.

ARTICLE 6 : MODALITES DE VERIFICATION ET DE RECEPTION

6.1 Modalités de vérification

Les vérifications qualitatives prévues pour la réception des prestations consistent à s'assurer que les fournitures et les services livrés présentent les caractéristiques techniques annoncées par le titulaire dans son dossier de réponse ou de sa documentation, en lien avec les besoins exprimés au sein du CCTP.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-PI, l'OFB n'avise pas automatiquement le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications.

Les opérations de vérification sont exécutées par le chef de projet et donnent lieu à la signature d'un procès-verbal d'admission des prestations.

6.2 Admission

Les opérations d'admission s'effectuent conformément à l'article 29 du CCAG-PI.

ARTICLE 7 : MODALITES DE PAIEMENT ET DE FACTURATION

7.1 Modalités de paiement

Conformément à l'article R.2192-10 du CCP, les sommes dues au(x) titulaire(s), sont payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes, après service fait.

Le mode de paiement choisi est le mandat administratif.

En cas de retard de paiement, les intérêts moratoires sont versés. Le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur (en vigueur au 1^{er} jour du semestre) de la Banque centrale européenne augmenté de huit points de pourcentage.

Par ailleurs, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement doit s'ajouter systématiquement aux intérêts moratoires, dus au créancier.

7.2 Avance

En application des articles L.2191-2 et L.2191-3 du CCP, une avance pourra être accordée au titulaire du marché et à son sous-traitant.

Conformément à l'article A.11.1 du CCAG-PI et conformément aux articles R.2191-4, R.2191-13 et R.2191-16, du CCP, lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R.2151-13 du CCP, le montant de l'avance est porté à 30%.

Conformément à l'article R.2191-5 du CCP, le titulaire du marché ou son sous-traitant peut refuser le versement de l'avance. Il indique dans l'AE (ou le DC4 pour le sous-traitant) s'il accepte ou refuse le versement de l'avance.

En cas d'acceptation de l'avance, son montant est calculé selon les modalités de l'article R.2191-6 et suivants du CCP et son montant est précisé dans l'AE (ou le DC4 pour le sous-traitant).

7.3 Modalités de facturation

Les montants sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations.

Les factures transmises par voie électronique doivent se conformer aux obligations de l'article 96 F à 96 I bis inclus du Code Général des Impôts, annexe 3.

La facture comprend, outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- date d'émission de la facture ;
- numéro de la facture ;
- la référence du marché (n° 2025-65 Lot concerné) ;
- la référence du bon de commande le cas échéant ;
- la référence du marché subséquent le cas échéant ;
- l'objet du marché ;
- la désignation succincte de la prestation exécutée ;
- le montant HT à payer ;
- le taux ou le montant de la TVA applicable au jour de la facturation ;
- le montant TTC ;
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire ;
- l'article du Code Générale des Impôts (si fournisseur non assujetti à la TVA ou pour prestations non soumises) ;
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire tel qu'il est précisé sur l'AE.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue dans la réponse fournie par les candidats.

Les factures et autres demandes de paiement seront adressées sous format dématérialisé et devront parvenir exclusivement via le portail de facturation dédié « Chorus Pro » à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les demandes de paiement / factures dématérialisées, adressées à OFB, devront comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET de l'OFB, afin d'identifier l'OFB comme destinataire de votre facturation : 130 025 919 000 15 ;
- Le numéro du service gestionnaire qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture : VIN ;
- Le numéro d'engagement inscrit au bon de commande selon le format suivant : EJ/2026/XXXXXXXXX.

Une information complète sur la dématérialisation des factures est également disponible à la même adresse sur le site Chorus Pro.

ARTICLE 8 : PENALITES

8.1 Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, en cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, il pourra être fait application de pénalités pour retard par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1000$$

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Par dérogation à l'art 14.1.3 le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant est inférieur à 1000 euros.

8.2 Pénalités pour non réponse à une consultation de marché subséquent

Le refus du titulaire de l'accord-cadre de postuler à l'attribution d'un marché subséquent (absence d'offre dans le délai fixé) pourra être sanctionné d'une pénalité forfaitaire de 500,00 euros par manquement.

ARTICLE 9 : OBLIGATIONS DES PARTIES CONTRACTANTES

9.1 Obligations du titulaire

Obligation de résultat s'agissant des livrables et des délais

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat dans l'exécution des prestations qui font l'objet du marché.

Le titulaire s'engage à faire exécuter les prestations dans les conditions définies par le présent CCTP.

Dans le cas où il serait établi que le titulaire n'a pas correctement exécuté les prestations demandées, il prend à sa charge leurs régularisations.

Obligation d'information et de conseil

Le titulaire s'engage à tenir l'OFB informé de manière régulière de l'exécution des prestations. Le titulaire est le maître d'œuvre de l'ensemble des prestations à fournir. Il lui appartient, notamment, de conseiller l'OFB pendant toute la durée d'exécution du marché, de l'avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir et de manière générale d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

9.2 Obligations de l'OFB

Dès la notification d'un marché, et pour permettre à l'équipe du titulaire de réaliser les prestations lui incombant dans les délais qui lui sont impartis, l'OFB s'engage à :

- mettre à la disposition du titulaire les informations et documents nécessaires à la réalisation de sa prestation ;
- désigner un représentant chargé de suivre les prestations et de coordonner ses relations avec le titulaire. Le chef de projet est garant du bon déroulement des prestations. Il assure les relations avec le prestataire. Son nom ainsi que ses coordonnées seront communiqués au prestataire au début de l'exécution du marché. Plus généralement, l'OFB s'engage à maintenir, tout au long de l'exécution des prestations, une collaboration active et régulière avec le titulaire.

ARTICLE 10 : SOUS TRAITANCE

En cas de sous-traitance, le Titulaire se conformera aux exigences de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée ainsi que des articles L.2193-1 et suivants et R.2193-1 et suivants du CCP. Le Titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations qu'à condition d'avoir obtenu du Pouvoir Adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Le Titulaire reste seul et personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du Marché. A ce titre, les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité sont traitées comme des défaillances du Titulaire.

Pour chaque sous-traitant présenté postérieurement à la notification du Marché, le Titulaire doit adresser au Pouvoir Adjudicateur, par courriel avec accusé de réception, un dossier de demande ([Formulaire DC4](#) ou équivalent) comprenant :

- une déclaration mentionnant la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ; le nom, ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ; le montant prévisionnel maximum des sommes à verser directement au sous-traitant ; les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ; les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions de soumissionner ;
- la référence à la clause de révision de prix.

Le Titulaire établit en outre qu'aucune cession ou nantissement de créance ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le Titulaire à la résiliation du Marché pour faute.

ARTICLE 11 : CONFIDENTIALITE, PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES ET MESURES DE SECURITE

Les dispositions de l'article 5 du CCAG-PI sont pleinement applicables.

Le titulaire se soumet à toutes les obligations résultant pour lui de leur application ainsi qu'à celles découlant des textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection du secret.

Le titulaire s'engage à conserver confidentielles, en toutes circonstances et quelle qu'en soit la cause, les informations qui lui sont communiquées dans le cadre des bons de commandes issus du présent marché.

Afin d'assurer la protection des informations confidentielles, chaque partie s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires.

Aucune information, concernant l'exécution du marché ne peut être communiquée à des tiers, notamment à des cabinets d'étude de marché et instituts de sondage.

Le titulaire et son personnel sont tenus de respecter les obligations de discrétion, de sécurité et de secret.

Le titulaire prend toutes les mesures propres à assurer la protection et la confidentialité des informations qu'il détient ou qu'il traite dans le respect des dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Ces informations peuvent donner lieu à l'exercice du droit individuel d'accès et de rectification auprès du titulaire.

Sur demande, le titulaire fournit les documents nécessaires attestant qu'il a effectué toutes les démarches réglementaires auprès de la CNIL.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire le pouvoir adjudicateur à résilier le marché aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées au titre de l'article 1242 du code civil.

ARTICLE 12 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le Titulaire, le Pouvoir Adjudicateur, ainsi que son représentant, qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, à l'objet du marché, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du Titulaire, du Pouvoir Adjudicateur, ainsi que de son représentant, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître la teneur. Une Partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le Titulaire doit informer ses Sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il les fait figurer au sous-traité.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des Parties au marché.

ARTICLE 13 : ASSURANCES

Le titulaire s'engage à satisfaire à toutes les obligations applicables au présent marché.

Le titulaire est responsable en totalité des dommages et accidents - de quelque nature que ce soit - aux biens et aux personnes causés par la conduite des opérations ou les modalités de leur exécution.

Conformément à l'article 9 du CCAG-PI, le titulaire :

- doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.
- doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du présent marché et avant tout commencement d'exécution de celui-ci, qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

A cet effet, il doit fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation comprenant notamment les conséquences pécuniaires encourues en cas de dommages corporel ou matériels causés lors de l'exécution du contrat.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 14 : PIECES A FOURNIR PAR LE TITULAIRE

Le titulaire devra produire tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu'à son terme :

- le cas échéant, les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail ;
- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L.243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions, datant de moins de six mois ;
- la liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.fr>

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou de refus de produire les pièces prévues, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

ARTICLE 15 : RESILIATION

Seules les dispositions du chapitre 7 (articles 36 à 42) du CCAG-PI, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

ARTICLE 16 : DIFFERENDS

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Conformément au chapitre 8 (article 43) du CCAG-PI, les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable soit de leur propre initiative, soit en faisant appel au Comité consultatif national de règlement amiable des différends (CCNRA) relatifs aux marchés passés par les établissements publics de l'Etat (articles R.2197-1 à R.2197-12 et D.2197-13 à D.2197-22 du CCP)² :

Direction des Affaires Juridiques
Sous-direction de la commande publique
Bureau économie statistiques et technique de l'achat public
Bâtiment Condorcet - 6 rue Louise WEISS
Télédoc 353 - 75703 PARIS Cedex 13
Téléphone : 01.44.97.03.20
Courriel : ccnra@finances.gouv.fr

Ce dernier peut être saisi de tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou des prestations objet du marché.

² La saisine du Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends relatifs aux marchés publics, ainsi que son instruction, est gratuite.

Conformément aux articles R.2197-23 et R.2197-24 du CCP, en cas de différend concernant l'exécution des marchés publics, le recours au Médiateur des entreprises dont l'intervention est possible et gratuite³.

En cas d'échec de la tentative amiable, les parties pourront recourir à la transaction telle que définie aux articles 2044 et suivants du Code civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tous recours ultérieur pour le même objet.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

A défaut, le tribunal administratif de Melun est seul compétent.

<p>Tribunal Administratif de Melun 43, rue du Général de Gaulle Case postale n° 8630 77008 Melun Cedex Téléphone : 01 60 56 66 30 Courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr Site internet : http://melun.tribunal-administratif.fr/</p>

³ <https://www.mieist.finances.gouv.fr/>